



Destructions de bâtiments et infrastructures

Les chiffres-clés 2018

3 août 2018

La destruction de biens mobiliers ou immobiliers par une puissance occupante est **interdite** par [l'article 53 de la IV^e Convention de Genève](#).

Depuis 1967, plus de [48 743 structures palestiniennes](#) ont été démolies en Cisjordanie et à Gaza et [5 000](#) à Jérusalem.

En 2017 selon l'OCHA, [423](#) structures palestiniennes ont été démolies par Israël au total, dont [142](#) à Jérusalem-Est, déplaçant [664](#) personnes. Durant les 6 premiers mois de 2018, [234](#) structures ont été détruites dont [96](#) à Jérusalem-Est, déplaçant [174](#) personnes.

L'année 2014 a été particulièrement destructrice avec **l'attaque israélienne sur Gaza** : [171 000](#) habitations ont été endommagées. Aujourd'hui, [59 000](#) unités de logement n'ont toujours pas été reconstruites. *Consultez les chiffres-clés sur [Gaza](#).*

Hormis les destructions causées par les attaques militaires, la cause la plus répandue de démolition de maisons est **l'absence de permis de construction** (parfois presque impossible à se procurer).

A cause des restrictions dans l'obtention de permis de construire (entre 2010 et 2014, Israël n'a approuvé que [1,5%](#) des demandes de permis de construction faites par des Palestiniens, un Palestinien de Jérusalem doit attendre de [5 à 10 ans](#) sinon plus pour en obtenir), leur coût (en moyenne [26 000€](#)), [20 000 maisons](#) ont été construites sans permis et sont menacées de destruction.

En Cisjordanie (sans inclure Jérusalem-Est), [100](#) unités de logement ont été démolies en 2017, déplaçant 363 personnes. En 2018, entre janvier et juin, [23](#) logements ont été détruits, laissant 68 personnes sans abris.

La vallée du Jourdain et les collines du Sud d'Hébron sont particulièrement touchées (*voir les chiffres-clés sur la [vallée du Jourdain](#)*).

A Jérusalem-Est, les démolitions dues à l'absence de permis sont également fréquentes : [61 maisons](#) ont été détruites en 2017 et [23](#) les 6 premiers mois de 2018 (dont [6](#) par leurs propres propriétaires) laissant 53 personnes sans logement.

Les amendes que doivent payer les Palestiniens pour absence de permis de construction peuvent maintenant s'élever jusqu'à [400 000 shekels](#) (soit plus de 90 000€) comparé à 10 000 shekels auparavant.

Les autorités israéliennes cherchent à pousser les communautés palestiniennes de zone C en zone A ou B, tout comme elles cherchent à **expulser** les communautés bédouines palestiniennes d'Israël. Les infrastructures des Bédouins du village d'Al-Araqib dans le Néguev ont été démolies plus de [129 fois](#).

L'armée israélienne a récemment repris les **démolitions pour raisons punitives** en zone A et B, une pratique qu'elle avait pourtant abandonnée en 2005. En 2017, cette mesure a causé la destruction de [7 maisons](#), laissant [36 personnes](#) sans-abris. Entre janvier et juin 2018, [2](#) maisons ont été démolies laissant 12 personnes sans logement.

Par ailleurs, les destructions touchent également les **infrastructures et projets financés par l'Union européenne**. En 2018, [27](#) structures financées par différents bailleurs d'un coût total de [60 960€](#) ont été ciblées par des démolitions par les autorités israéliennes, dont [26](#) financées par l'Union européenne. En 2017, [81](#) structures ont été ciblées.

Sources :

B'Tselem

Comité international de la Croix Rouge

Icahd (The Israeli Committee Against House Demolitions)

Land Research Center

OCHA (Office for the Coordination of Humanitarian Affairs)

Palestine News Network

UNCT oPt (United Nations Country Team in the occupied Palestinian territory)